



UNE FSU PLUS FORTE POUR UN SALARIAT PLUS FORT

En décembre se tiendront des élections professionnelles décisives pour confirmer et encore améliorer la représentativité de la FSU dans les Fonctions publiques d'État et Territoriale.

Elles doivent être, grâce à une forte participation et au vote FSU, un message clair en direction du gouvernement sur l'attachement des agent.es à la place et au rôle des élu.es dans tous les actes de gestion de leur carrière, nécessitant l'abrogation de la LTFP.

Le vote des agent.es de la Fonction publique confirmera le rôle de notre fédération dans la défense de leurs intérêts matériels et moraux, des services publics ainsi que des libertés démocratiques aujourd'hui hélas de plus en plus menacées, en France comme en Europe et dans le monde.

Car personne ne peut plus ignorer qu'il souffle un vent mauvais de plus en plus violent, qui ne doit rien au dérèglement climatique et tout à la montée des tentations nationalistes et xénophobes.

Certes, au Brésil, la victoire de l'ancien syndicaliste Lula réjouit tous les démocrates, mais le score de Bolsonaro, ajouté à celui de ses partisans tant au congrès que dans les régions, confirme l'enracinement d'une Droite extrême, mélange de populisme, d'autoritarisme et d'intégrisme religieux. Si le Danemark reste à Gauche, de justesse, les élections de mi-mandat aux Etats - Unis laissent présumer d'une victoire républicaine et donc d'un retour possible de Donald Trump, tandis qu'en Israël l'extrême Droite réalise une nouvelle percée, semblable à celle qui l'a portée au pouvoir en Suède, puis en Italie.

La vague nationaliste n'en finit pas de monter, alimentée par les craintes liées à l'incertitude économique, aux effets sociaux désastreux du néo libéralisme, et au climat international délétère instauré par le conflit ukrainien, tandis que l'Asie de l'Est résonne de bruits de bottes, tant entre Taïwan et la Chine, qu'entre les deux Corées.

Dans cette période si sombre, comment ne pas saluer l'incroyable courage des Iraniennes – et de beaucoup d'Iraniens – qui bravent la brutale répression du régime islamiste simplement pour vivre libres ?

La France n'est, pas plus qu'un autre pays, pas épargnée par la tentation du repli nationaliste et xénophobe, comme en témoignent les récents sondages plaçant l'extrême Droite (RN et Reconquête) à 37 % d'intentions de vote. Une Extrême Droite qui, comme en témoigne la scandaleuse agression raciste d'un député RN contre un élu LFI, dissimule mal ses fondamentaux anti républicains.

Face à cette situation, le pouvoir macroniste, qui s'était pourtant présenté en 2017 puis en 2022 comme un rempart face au RN, confirme sa nature profondément conservatrice, d'une part en proposant clairement, par la voie d'un Président désormais néo sarkoziste, une alliance parlementaire Renaissance – LR, et par ailleurs en reprenant les antiennes du RN sur le lien supposé entre migrants et délinquance.

Cette alliance devrait trouver bientôt son illustration concrète sur de nombreux dossiers notamment sociaux, à commencer par une nouvelle attaque pour diminuer le temps de retraite des salarié.es. Le récent projet de loi, concocté par G.Darmanin et O. Dussopt, en constitue s'il le fallait un « bel » exemple, entre durcissement des pratiques d'obligation de quitter le territoire et tri des travailleurs migrants en fonction des desiderata du patronat.

Le syndicalisme de contestation et de transformation sociales ne peut guère hélas s'appuyer, en tout cas dans la séquence actuelle, sur une Gauche qui paraît incapable, en dépit des possibles créés par la NUPES, de s'extirper de querelles internes qui apparaissent bien loin des préoccupations concrètes du salariat, actif comme retraité, qu'il s'agisse des conséquences de l'inflation sur les revenus, de la dégradation des conditions de travail qu'illustrent les nombreuses démissions, des effets matériels de la crise climatique, et bientôt de l'offensive du gouvernement, bras armé du patronat et des intérêts financiers, sur la question des retraites.

Certes le recours systématique à l'article 49.3, qui prive la représentation nationale d'un véritable débat démocratique sur les politiques publiques, les services publics, à commencer par l'éducation ou la santé, ainsi que sur les nouveaux défis de la protection sociale comme l'urgence d'une loi sur l'autonomie, confirme la fragilité d'un gouvernement qui ne dispose pas de majorité, contraint de solliciter la bienveillance de LR ou d'un RN qui tente de jouer la carte, avec difficulté et sans convaincre grand monde, de la banalisation républicaine.

Il n'en reste pas moins que la faiblesse et la division actuelles de la Gauche donnent au syndicalisme, s'il sait éviter ces écueils, la principale responsabilité pour s'opposer à une politique de régressions sociales et démocratiques.

Car si le mouvement social peut se féliciter de victoires symboliques, ainsi la réintégration de notre camarade inspecteur du Travail Anthony Smith, on ne peut que constater la poursuite voire l'aggravation des pratiques de répression policière sur instruction ministérielle, ainsi qu'en témoignent les violences scandaleuses opérées à l'égard de manifestant·es contre les « bassines ».

Ces tensions révèlent d'abord et avant tout que l'urgence climatique devient le terrain d'un affrontement direct entre celles et ceux (dont la FSU fait partie) qui savent qu'un changement de modèle est incontournable et les tenants d'un productivisme écocide soutenus par ce gouvernement.

Par ailleurs, dans la tradition des pratiques répressives gouvernementale en soutien à un patronat intransigeant, la pratique des réquisitions de travailleurs grévistes dans les raffineries est lourde de menaces pour l'activité militante syndicale.

Les salarié·es ne sont pas des citoyen·nes de seconde classe.

Certes, les agissements lamentables de soi-disant « black block », faux révolutionnaires et vrais petits bourgeois, servent à merveille l'intérêt du gouvernement et des classes dirigeantes, comme toujours dans notre histoire sociale, mais ils ne sauraient légitimer l'emploi de la violence par des forces censées assurer la sécurité et le libre exercice des droits, notamment à manifester, des citoyen·nes.

Le mouvement syndical doit donc pleinement assumer ses responsabilités, tant sociales que politiques au sens d'une grande vigilance quant au devenir de la démocratie, elle-même garante de la liberté syndicale, notamment face à un RN qui prône la « préférence nationale » et avide de démanteler un syndicalisme qu'elle identifie, à raison, comme un obstacle dans sa conquête des esprits et des suffrages du monde du travail.

Défendre les conditions matérielles et morales des salarié·es, actifs comme retraités, c'est aussi défendre la démocratie.

C'est pourquoi la FSU, comme elle l'a toujours fait, s'emploie à écouter, informer et mobiliser massivement les travailleurs pour gagner sur les revendications. D'où le déblocage, certes très insuffisant, du point d'indice arraché l'été dernier.

La question se pose de la stratégie syndicale – hors élections professionnelles – des formes de l'action et des priorités revendicatives alors que se profile un affrontement majeur sur la question des retraites.

Pour Unité et Action, certaines données sont incontournables.

1) Il n'existe pas de « mère de toutes les batailles » sociale.

Certes la défense des retraites sera très importante, voire décisive dans l'établissement d'un rapport de force dans la suite du quinquennat.

Mais il est hors de question d'abandonner le terrain des salaires, des conditions de travail ou des services publics, à nouveau malmenés dans le budget 2023, tout comme il serait inconcevable de baisser les bras dans la lutte contre la réforme de la voie professionnelle dans laquelle la FSU est fer de lance.

Dans ce contexte, l'annonce de la fermeture de plusieurs LP, notamment à Paris, est pour la FSU autant provocatrice qu'inacceptable.

Faut-il pour autant s'inscrire dans la stratégie des journées d'action « saute-mouton » lancées par la CGT ?

Sans doute pas puisque force est de constater que celle du 27 octobre a été un échec.

La construction d'un nouveau temps fort sur la question salariale nécessite une coordination, une préparation et, bien évidemment, une unité qui pour le moment n'est pas assurée.

2) Autre élément fondamental pour Unité et action, si le soutien des forces politiques de Gauche sera le bienvenu, il s'agit également d'affirmer la nature clairement syndicale d'une telle initiative.

3) Enfin, pour Unité et Action, la recherche d'un arc unitaire le plus large possible, sans exclusive, est indispensable pour mobiliser. A cet égard, la convergence des analyses sur le refus d'un départ à la retraite à 65 ans, notamment entre les deux organisations « matricielles » (JM Pernot, Le syndicalisme d'après. Ce qui ne peut plus durer, 2022) du syndicalisme français – CGT et CFDT - constitue un atout certain dans la lutte qui se profile pour le début de l'année prochaine.

La FSU aura un grand rôle à jouer, pour mobiliser sur ses revendications dans son champ de responsabilité, mais aussi pour favoriser cette union nécessaire des principales forces du syndicalisme français.

Le succès sur les revendications est aussi à ce prix.